

Gouvernance et stratégie de l'Office Européen des Brevets

jyleconte / 16 mai 2014

29 avril 2014

Madame la Ministre, Messieurs les Ministres,

Vous le savez, la situation de l'Office Européen des Brevets (OEB) fait l'objet aujourd'hui de nombreuses publications dans la presse allemande, mais aussi française. Aussi à l'occasion d'un passage à Munich, j'ai souhaité pouvoir faire le point sur cette situation. J'en reviens avec la conviction que les positions exprimées par mes collègues parlementaires Philip Cordery et Pierre-Yves Le Borgn' posent parfaitement la situation de la gouvernance de cette institution et de la responsabilité de notre pays si la France ne prenait pas d'initiative en vue de corriger cette situation à la veille de la fin du mandat de son Président français, M. Benoît Battistelli, en 2015 et de son possible renouvellement.

La qualité des rémunérations des agents de l'OEB ne peut justifier la dégradation des conditions de travail, d'exercice des droits salariaux et de protection de la vie privée des individus qui sont aujourd'hui constatés. Le caractère d'institution internationale de l'OEB et son assujettissement exclusif au Tribunal Administratif de l'Organisation Internationale du travail à Genève, après avoir épuisé toutes les voies de recours interne à l'OEB, rend illusoire toute contestation en cas de conflit avec la direction. Ils sont pourtant nombreux sur le respect du droit de grève, de la liberté d'expression, de l'exercice de la représentation du personnel ou de la mise en place d'une unité spéciale d'investigation sur les personnels de l'OEB...

L'OEB c'est une institution internationale, mais c'est d'abord l'institution qui a pour fonction de protéger l'innovation en Europe. L'Union européenne lui a aussi confié la mise en oeuvre du brevet unitaire. Elle est souvent prestataire de services pour les institutions des états-membres chargées de la protection intellectuelle pour l'instruction de nombreuses demandes. C'est donc une instance essentielle à l'économie européenne. La faire évoluer pour plus d'efficacité, oui. Mais l'efficacité ne peut être exclusivement la certitude que les dividendes perçus par les états-membres de l'OEB seront en augmentation. Les états-membres ne peuvent durablement se taire et se satisfaire exclusivement d'une garantie de recettes en croissance, sans se préoccuper des conséquences à terme des réformes en cours sur le fonctionnement de l'OEB et des conséquences sur l'innovation en Europe.

En effet :

- En supprimant *de facto* l'indépendance de l'audit externe des comptes (budget de l'organisation 2 000 M€) la transparence sur les évolutions de l'OEB ne sera plus de mise. Et ceci sera aggravé par l'absence de contrôle interne crédible lié à l'évolution des relations internes à l'institution ;
- En faisant évoluer le contrôle qualité interne de manière contestable, c'est la qualité de la prestation de l'OEB qui sera remise en cause, avec des conséquences sur la protection des innovations européennes ;
- Même observation sur la priorité donnée au quantitatif, afin d'assurer des dividendes aux états-membres : les vraies innovations, les vrais inventeurs, PME, laboratoires de recherche seront de plus en plus noyés par les professionnels du brevet, déposant en masse et connaissant les techniques pour que les demandes soient rapidement instruites ;
- La priorité donnée au traitement des demandes de protection venues des non-membres de l'OEB, car les tarifications sont plus élevées se fera au détriment de la protection de l'innovation européenne. Et cette dérive pourrait être encore aggravée à l'avenir.

Madame la Ministre, Messieurs les Ministres, face à l'enjeu que représente le fonctionnement de l'OEB pour l'économie européenne et la protection de ses innovations, afin de faire le point sur l'évolution de sa gouvernance qui pourrait être dommageable à l'image de notre pays et à la veille de la mise en oeuvre du brevet unitaire, la France doit prendre une initiative. Le Président de l'OEB étant français, elle peut le faire sans dommage pour ses relations avec les autres états-membres.

Ainsi la convocation d'une conférence interministérielle, prévue dans la Convention sur le brevet telle que révisée en 2000, mais qui n'a jamais eu lieu, aurait un sens, car elle permettrait à tous les États contractants d'être invités à définir la stratégie de l'OEB.

Restant à votre disposition et avec mes meilleures salutations, je vous prie d'agréer, Madame la Ministre, Messieurs les Ministres, l'assurance de ma plus haute considération.

Jean-Yves LECONTE

Courrier envoyé à :

- Mme Fleur Pellerin, Secrétaire d'Etat chargée du Commerce extérieur, de la promotion du Tourisme et des Français de l'étranger, auprès du ministre des Affaires étrangères et du Développement international,
- Mr Laurent Fabius, Ministre des Affaires étrangères et du Développement international,
- Mr Arnaud Montebourg, Ministre de l'Economie, du Redressement productif et du Numérique.

16 mai 2014 in Europe, Institutions, Libertés Publiques, Questions internationales. Tags:audit externe, états, brevet, Brevets, budget, contrôle interne, dérive, Européen, Europe, gouvernance, indépendance, innovation, inventeur, investigation, liberté d'expression, Ministre, OEB, Office, Philippe Le Borgn', réforme, respect droit de grève, stratégie, travail, Tribunal Administratif de l'Organisation Internationale du travail, unité spéciale

Management and strategy at the European Patent Office

[jyleconte](#) / [16 May 2014](#)

29 April 2014

Madam Minister, Gentlemen Ministers,

You are aware that the situation at the European Patent Office (EPO) is at the present time the object of numerous publications in the German press, and in the French press as well. On the occasion of a visit to Munich I had an opportunity to look into the matter, and I have returned with the firm conviction that the positions expressed by my parliamentary colleagues Philip Cordery and Pierre-Yves Le Borgn' provide a perfect representation of the situation with regard to the management of that institution and of the responsibility our country will bear if France does not take some initiative with a view to correcting this situation on the eve of the termination of the period of office of its French President, Mr. Benoît Battistelli, in 2015, and its possible renewal.

The level of the remunerations for the personnel of the EPO cannot serve as justification for the degradation in their working conditions, in the exercise of employees' rights, and the protection of the private lives of individuals, which are currently under attack. The status of the EPO as an international institution, and its exclusive commitment to the jurisdiction of the Administrative Tribunal of the International Labour Organization in Geneva, after exhausting all means of internal recourse at the EPO, renders any complaint in the event of conflict with the management purely illusory. But there are nevertheless many such complaints, with regard to the right to strike, freedom of expression, the exercise of representation of the personnel, or the implementation of a special unit for the investigation of the personnel at the EPO, and more besides.

The EPO is an international institution, but it is first and foremost an institution of which the function is to protect innovation in Europe. The European Union has also entrusted it with the implementation of the European Patent. It is frequently a provider of services for the institutions of the Member States which are responsible for the protection of intellectual property by way of providing advice with regard to many applications in this sphere. This therefore makes it an essential factor in the general economy of Europe. Allow it to evolve to become more efficient and effective, yes. But efficiency and effectiveness cannot simply become nothing more than the certainty that the dividends attained by the EPO Member States will increase. The Member States cannot stand by in silence and be satisfied solely with a guarantee of greater revenue, without becoming concerned about the long-term consequences of the reforms now being imposed, on both the performance of the EPO and on innovation in Europe as a whole.

In fact:

- By *de facto* removing the independence of the external audit of the accounts (the budget of the organization is 2 000 M€), transparency of what is happening at the EPO will be lost. This will be further aggravated by the absence of any credible internal monitoring associated with the development of internal relations at the institution;
- By allowing internal quality control to evolve in a questionable manner, it is the quality of service by the EPO which is at stake, with the consequences this will incur on the protection of innovations within Europe;
- The same observation may be made with regard to the priority given to quantity, with the aim of ensuring dividends for the Member States: The real innovations, the true inventors, small and medium-sized businesses, and research laboratories are being increasingly forced out by patent professionals, filing applications en masse and well aware of the techniques by which their applications can be fast-tracked;
- The priority given to dealing with applications for protection coming from non-members of the EPO, because the tariff rates are higher for them, to the detriment of the protection of European innovation. And this is a tendency which could become still more aggravated in the future.

Madame Minister, Gentlemen Ministers, in the face of the challenge posed by the functioning of the EPO with regard to the economy of Europe as a whole and the protection of Europe's innovations, and in order to cast light on what is happening with regard to its management, which could be damaging to the image of our country, and on the eve of the introduction of the European Patent, France must take some initiative. The President of the EPO being a Frenchman, our country can take action without damaging our relations with the other Member States.

The calling of an inter-ministerial conference, as provided for in the Patent Convention as revised in 2000 but which has never taken place, would be a logical step, since it would allow all the contracting States to be invited to define the strategy of the EPO.

Remaining at your disposal and with my best regards, I remain, Madame Minister, Gentlemen Ministers, yours faithfully

Jean-Yves LECONTE

Letter sent to:

- Ms. Fleur Pellerin, Secretary of State with responsibility for Foreign Trade, the Promotion of Tourism and of the French Abroad, at the Ministry of Foreign Affairs and International Development,
- Mr Laurent Fabius, Minister of Foreign Affairs and International Development,

- Mr Arnaud Montebourg, Minister of the Economy, Productive Resources, and Information Technology.

Leitung und Strategie des Europäischen Patentamts

[jyleconte](#) / [16. Mai 2014](#)

29. April 2014

Verehrte Frau Ministerin, verehrte Herren Minister,

wie Sie wissen, ist die Situation des Europäischen Patentamts (EPA) heute Gegenstand zahlreicher Publikationen in der deutschen, aber auch in der französischen Presse. Auch anlässlich eines Besuchs in München wollte ich diese Situation erörtern können. Ich kehre zurück mit der Überzeugung, dass die von meinen parlamentarischen Kollegen Philip Cordery und Pierre-Yves Le Borgn eingenommenen Positionen perfekt die Situation der Leitung dieser Institution und der Verantwortlichkeit unseres Landes wiedergeben, wenn Frankreich zur Richtigstellung dieser Situation kurz vor Ende des Mandats seines französischen Präsidenten, Herrn Benoît Battistelli, im Jahr 2015 und seiner möglichen Erneuerung nicht die Initiative ergreifen würde.

Die Qualität der Besoldungen der EPA-Vertreter kann nicht die Verschlechterungen in den Arbeitsbedingungen, der Ausübung der Gehaltsrechte und der Schutzrechte für das Privatleben der Einzelpersonen, die heute festgestellt werden, rechtfertigen. Der Charakter des EPA als internationale Institution und seine ausschließliche Rechenschaftspflicht gegenüber dem Verwaltungsgericht der Internationalen Arbeitsorganisation in Genf, nachdem alle Rechtsmittel innerhalb des EPA ausgeschöpft sind, macht im Fall eines Konflikts mit der Leitung jeden Protest illusorisch. Es gibt daher zahlreiche Einsprüche betreffend die Einhaltung des Streikrechts, die freie Meinungsäußerung, die Ausübung der Personalvertretung oder die Einrichtung einer Sonderuntersuchungseinheit für das EPA-Personal usw.

Das EPA ist eine internationale Institution, vor allem aber ist es eine Institution, die die Funktion hat, Innovation in Europa zu schützen. Die Europäische Union hat sie auch mit der Einführung des Einheitspatents betraut. Sie ist häufig Dienstleisterin für die Institutionen der Mitgliedsstaaten, die mit dem Schutz des geistigen Eigentums für die Bearbeitung zahlreicher Anmeldungen befasst sind. Es handelt sich somit um eine für die europäische Wirtschaft wesentliche Instanz. Sie in Richtung größere Effizienz weiter entwickeln: ja. Die Effizienz kann jedoch nicht nur in der Sicherheit bestehen, dass die von den Mitgliedsstaaten des EPA empfangenen Dividenden steigen. Die Mitgliedsstaaten können nicht beständig schweigen und sich ausschließlich mit einer Garantie wachsender Einnahmen zufriedengeben, ohne sich um die Folgen der laufenden Reformen in Bezug auf die Funktionsweise des EPA und die Auswirkungen auf die Innovation in Europa zu kümmern.

In der Tat:

- Durch *faktische* Unterdrückung der Unabhängigkeit der externen Buchprüfung (Budget der Organisation 2.000 M€) darf die Transparenz der weiteren Entwicklungen beim EPA nicht aufs Spiel gesetzt werden. Und dies wird durch das Fehlen einer glaubhaften internen

Kontrolle in Verbindung mit der Entwicklung der Beziehungen innerhalb der Institution verschlimmert.

- Durch Weiterentwicklung der internen Qualitätskontrolle auf anfechtbare Weise wird die Qualität der Leistung des EPA wieder infrage gestellt, was sich auf den Schutz der europäischen Innovationen auswirkt.

- Gleiche Beobachtung hinsichtlich der Priorität der quantitativen Leistung, um den Mitgliedsstaaten die Dividenden zu sichern: echte Innovationen, echte Erfinder, Mittelstand, Forschungslabors werden immer mehr von Patentfachleuchten überschwemmt, die massenhaft Anmeldungen vornehmen und die Techniken kennen, damit die Anmeldungen schnell bearbeitet werden.

- Die Priorität, die der Bearbeitung der Schutzanträge aus den Nicht-Mitgliedsstaaten des EPA eingeräumt wird, denn die Tariffestsetzungen sind höher und dies gereicht zum Nachteil des europäischen Innovationsschutzes. Und dieser Auswuchs könnte künftig noch schlimmer werden.

Verehrte Frau Ministerin, verehrte Herren Minister, in Anbetracht der Herausforderung, die die Funktionsweise des EPA für die europäische Wirtschaft und den Schutz ihrer Innovationen darstellt, muss Frankreich eine Initiative ergreifen, um die Entwicklung seiner Leitung zu erörtern, die dem Image unseres Landes und der bevorstehenden Einführung des Einheitspatents abträglich sein könnte. Da der Präsident des EPA Franzose ist, kann dies ohne Schädigung seiner Beziehungen zu den übrigen Mitgliedsstaaten geschehen.

Somit hätte die Einberufung einer interministeriellen Konferenz, wie sie im Patentübereinkommen in seiner revidierten Fassung aus dem Jahr 2000 vorgesehen ist, die jedoch nie stattgefunden hat, einen Sinn, denn sie würde allen Vertragsstaaten Gelegenheit geben, zur Festlegung der Strategie des EPA aufgefordert zu werden.

Weiterhin zu Ihrer Verfügung verbleibe ich, verehrte Frau Ministerin, verehrte Herren Minister, mit vorzüglicher Hochachtung

Jean-Yves LECONTE

Das Schreiben wurde verschickt an:

- Frau Fleur Pellerin, zuständige Staatssekretärin für den Außenhandel, die Tourismusförderung und an Franzosen im Ausland, beim Minister für auswärtige Angelegenheiten und internationale Entwicklung,

- Herrn Laurent Fabius, Minister für auswärtige Angelegenheiten und internationale Entwicklung,

- Herrn Arnaud Montebourg, Minister für Wirtschaft, die Belebung der Industrie und Digitales.

Bestuur en beleid van het Europees Octrooibureau

[jyleconte](#) / [16 mei 2014](#)

29 april 2014

Geachte mevrouw de minister, heren ministers,

Zoals u weet leidt de situatie bij het Europees Octrooibureau (EOB) momenteel tot talrijke publicaties in de Duitse, maar ook de Franse pers. Naar aanleiding van mijn verblijf in München wil ik dan ook graag een standpunt innemen ten aanzien van deze situatie. Het is mijn overtuiging dat de standpunten van mijn parlementaire collega's Philip Cordery en Pierre-Yves Le Borgn' een uitstekende beschrijving geven van de bestuursituatie van dit orgaan en de verantwoordelijkheid van ons land als Frankrijk niet het initiatief neemt om iets aan deze situatie te doen nu het mandaat van de Franse voorzitter van het EOB, de heer Benoît Battistelli, binnenkort in 2015 afloopt en mogelijk wordt verlengd.

De hoogte van het salaris van de medewerkers van het EOB kan geen rechtvaardiging zijn voor het momenteel geconstateerde feit dat de arbeidsomstandigheden verslechteren en dat er wordt getornd aan de salarisrechten en het recht op bescherming van de persoonlijke levenssfeer van individuen. Het feit dat het EOB een internationaal orgaan is, dat zich, nadat alle interne rechtsmiddelen zijn uitgeput, alleen nog kan wenden tot het Administratieve Tribunaal van de Internationale Arbeidsorganisatie in Genève, betekent dat het geen zin heeft in geval van een conflict met de directie een geding aan te spannen. Maar conflicten zijn er wel degelijk, met betrekking tot het stakingsrecht, de vrijheid van meningsuiting, de wijze waarop het personeel vertegenwoordigd wordt, de instelling van een speciale onderzoeksafdeling voor het personeel van het EOB, enz.

Het EOB is uiteraard een internationaal orgaan, maar het is allereerst het orgaan dat tot doel heeft de innovatie in Europa te beschermen. Daarnaast heeft de Europese Unie het instellen van een eenheidsoctrooi aan het EOB toevertrouwd. Het EOB verleent vaak diensten aan instellingen van lidstaten die belast zijn met de bescherming van intellectuele eigendom, door de afhandeling van talrijke aanvragen. Het is dus een orgaan dat van essentieel belang is voor de Europese economie. Het is prima om dit orgaan efficiënter te maken. Maar efficiency kan niet alleen bestaan uit de zekerheid dat de dividenden die de lidstaten van het EOB ontvangen, zullen stijgen. Het kan niet zo zijn dat de lidstaten blijven zwijgen en zich tevredenstellen met enkel de garantie van stijgende inkomsten, zonder zich te bekommeren om de langetermijngevolgen van de huidige hervormingen voor het functioneren van het EOB en voor de innovatie in Europa.

Immers:

- Door de *feitelijke* afschaffing van de onafhankelijke externe controle van de boekhouding (de organisatie werkt met een begroting van 2000 miljoen euro), is er geen transparantie meer ten aanzien van de ontwikkelingen bij het EOB. Dit zal nog verergerd worden door het ontbreken van een geloofwaardige interne controle, in verband met de ontwikkeling van de interne verhoudingen binnen het orgaan;

- Door de discutabele veranderingen van de interne kwaliteitscontrole zal de kwaliteit van de dienstverlening van het EOB in gevaar komen, met alle gevolgen van dien voor de bescherming van de innovatie in Europa;

- Hetzelfde geldt voor het feit dat de prioriteit wordt gelegd bij de kwantiteit, om de dividenden voor de lidstaten te garanderen: de echte innovaties, de echte uitvinders, het mkb en de onderzoekslaboratoria zullen in toenemende mate ondergesneeuwd raken door de octrooi-professionals, die massaal aanvragen indienen en weten met welke technieken ze een snelle afhandeling kunnen bewerkstelligen;

- Het feit dat men prioriteit geeft aan de behandeling van beschermingsaanvragen die afkomstig zijn van niet-leden van het EOB, omdat de tarieven daarvoor hoger zijn, zal ten koste gaan van de bescherming van de Europese innovatie. En deze ontwikkeling kan in de toekomst nog verergeren.

Geachte mevrouw de minister, heren ministers, gelet op de risico's van het functioneren van het EOB voor de Europese economie en de bescherming van haar innovaties, dient Frankrijk, aan de vooravond van de instelling van het eenheidsoctrooi, zijn positie te bepalen ten aanzien van de ontwikkeling van het bestuur, die schadelijk zou kunnen zijn voor het imago van ons land. Aangezien de voorzitter van het EOB een Fransman is, kan Frankrijk dit doen zonder risico voor zijn betrekkingen met de andere lidstaten.

Het bijeenroepen van een ministeriële conferentie, zoals die is voorzien in het in 2000 gewijzigde Octrooi-verdrag maar nog nooit is gehouden, zou derhalve zinvol zijn, omdat hiermee alle verdragsluitende staten kunnen worden uitgenodigd het beleid van het EOB te bepalen.

Graag tot nader overleg bereid.

Hoogachtend,

Jean-Yves LECONTE

De brief werd verstuurd naar:

- mevrouw Fleur Pellerin, staatssecretaris voor Buitenlandse handel, Toerisme en Fransen in het Buitenland, bij de minister van Buitenlandse Zaken en Internationale Ontwikkeling;

- de heer Laurent Fabius, minister van Buitenlandse Zaken en Internationale Ontwikkeling;

- de heer Arnaud Montebourg, minister van Economische Zaken, Productieherstel en Digitalisering.

*